CONGRÈS DU SCFP-ONTARIO DE 2017

Plan d'action

SOYEZ AUDACIEUSE

CUPE SCFP Ontario

SOYEZ BRAVE

Soyez audacieux, soyez courageux

Plan d'action du SCFP Ontario pour l'année 2017

1. Les membres du SCFP se font évincer à la table de négociation et au-delà. La classe ouvrière fait face à des salaires stagnants, des emplois précaires, des méthodes et modèles de privatisation à évolution constante et au sous-financement des services publics. Le coût de la vie augmente et suit l'inflation, le travailleur moyen gagne moins maintenant par rapport à il y a dix ans. La classe capitaliste cherche à générer des profits au privé en achetant les services publics offerts par nos membres, les actifs du public possédés par les collectivités.

2. Ce transfert des richesses est appuyé par quatre décennies de restructurations néolibérales – le démantèlement des programmes sociaux, la dérèglementation, la réduction des dépenses auprès du public et l'affaiblissement de l'imputabilité démocratique. Le gouvernement ne fait plus seulement le travail des sociétés et profiteurs du secteur privé; il collabore activement dans des projets mutuellement avantageux comme la vente d'Hydro One du gouvernement Wynne.

3. Bien que les sociétés et les riches ont clairement profité de ceci, la classe ouvrière a des problèmes pour joindre les deux bouts avec l'augmentation rapide des coûts comme le logement, le transport en commun et les frais de scolarité. Le manque de sécurité découlant de ceci a formé la base pour une rancœur croissante contre le 1 %. Au moins une partie de ce sentiment a été transformée en populisme d'extrême droite, raciste et misogyne de la part des politiciens imitant Trump comme la candidate à la chefferie du Parti conservateur fédéral Kellie Leitch.

4. En même temps, nous vivons aussi dans une période où il y un renouvellement de la résistance. Des centaines de milliers de manifestants à travers le monde entier ont envahi les rues cette année. Bien que Trump ait pris le pouvoir, des millions furent aussi dynamisés par les plateformes socialistes proposées par Bernie Sanders et Jeremy Corbyn. Il y a clairement un appétit pour agir sur ces idées et transformer les politiques de façon fondamentale. Nous pouvons riposter contre la cupidité des sociétés et faire progresser la justice sociale, économique et environnementale.

5. Les mouvements syndical et social ont des rôles importants à jouer pour catalyser cette transformation. Nos combats politiques en tant que classe ouvrière, autochtones, individus racialisés noirs et d'autres races, femmes, personnes ayant un handicap, individus LGBTQ+, musulmans, juifs, réfugiés et migrants sont tous liés. Ensemble, nous pouvons être audacieux, être courageux dans nos revendications et actions. En rehaussant

les attentes de ce qui est possible, nous pouvons gagner du terrain grâce à cette période de résistance.

6. Nous pouvons riposter contre les concessions de l'employeur et les négociations à deux niveaux. Nous pouvons négocier des gains, investir dans des services publics qui correspondent aux besoins collectifs, appuyer l'imposition progressive aux trois paliers du gouvernement, renforcer le filet de sécurité sociale et créer la sécurité à la retraite pour tous. Les solutions du secteur privé ou les mesures temporaires imparfaites ne nous guideront pas sur la bonne voie. Nous devons nous organiser stratégiquement pour apprivoiser le plein pouvoir de tous nos membres pour créer des mouvements en masse ensemble qui génèreront des changements sociaux. Soyons audacieux, soyons courageux.

Grèves et pouvoir de négociation

7. Bien que nos membres luttent pour obtenir des gains, ils luttent souvent contre des concessions sous forme de blocages des salaires, l'érosion des bénéfices négociés auparavant et la sous-traitance de nos emplois. C'est encore pire à cause du saignement progressif des services publics dans nos milieux de travail à travers tous les secteurs en Ontario. Dans les douze derniers mois, nos membres ont riposté avec un niveau inédit de grèves et de lockouts.

8. Les demandes d'ensemble augmentant la précarité, les propositions à deux vitesses, les négociations agressives des employeurs pour obtenir des concessions, les attributions de financement problématiques à tous les paliers gouvernementaux et les attaques sur les négociations collectives libres deviennent de plus en plus banaux. Ils veulent placer les travailleurs les uns contre les autres, que ce soit le secteur public contre le secteur privé ou la génération du baby boom contre les jeunes travailleurs. Si nous n'acceptons pas leurs concessions, les employeurs essayent ensuite de nous apaiser et de nous dire qu'il faut accepter des ententes à deux vitesses. Ils veulent que nous trouvions notre sécurité sur les dos de la prochaine génération de la classe ouvrière. Notre résistance est confrontée par leurs menaces de nous enlever le droit de grève ou les lois sur les services essentiels.

9. Même avec cette pression ascendante, nous avons réussi à négocier des conventions collectives équitables sans succomber aux pressions d'accepter des concessions. Pourtant, notre histoire de succès lors des négociations veut aussi dire que plusieurs membres n'ont pas été en grève dans leurs vies professionnelles. Ils ne sont peut-être pas au courant de notre histoire de mobilisation et de recrutement et comment notre militantisme a généré ces gains; à la place, ils voient nos gains comme une partie courante du processus. L'austérité a fondamentalement changé ceci.

10. Puisque nos employeurs sont de plus en plus coordonnés, nous devons aussi travailler ensemble en utilisant des méthodes comme les négociations coordonnées, la surveillance des tendances sectorielles, ainsi que les négociations stratégiques contre la privatisation et la sous-traitance. Il est important de non seulement se concentrer sur un plancher plus haut, mais nos objectifs de négociation doivent aussi s'aligner à l'inégalité en évolution.

11. À cette fin, en 2016, le conseil exécutif du SCFP National (CEN) a réaffirmé notre politique de « résister à toute demande de concession ou disposition contractuelle à deux vitesses et de défendre notre droit aux négociations collectives, y compris notre droit à aller en grève ».

Le SCFP Ontario :

12. Mettra en œuvre la politique du CEN en Ontario et s'assurera que toutes les parties du syndicat pourront mieux collaborer ensemble sur le soutien à la grève et le pouvoir de négociation des membres.

13. Continuera à offrir du soutien politique, stratégique, sectoriel et lors des campagnes pour créer un climat de négociation équitable. Ceci veut aussi dire que nous devrons concentrer nos efforts sur le soutien des membres du SCFP Ontario qui négocient dans les secteurs qui n'ont pas le droit d'aller en grève.

14. Continuera à appuyer nos membres pour recruter dans leurs propres milieux de travail dans le but de bâtir une culture de solidarité fondée sur le modèle de participation d'un membre à l'autre utilisé lors de la campagne Tous debout pour l'équité.

15. Nous devons relever le défi d'améliorer notre capacité collective, à travers le SCFP en Ontario, pour accroître le soutien lors d'une grève. Le SCFP Ontario appuiera le travail des Brigades volantes de solidarité dans les communautés, organisées avec nos conseils régionaux du SCFP, qui peuvent travailler avec le conseil exécutif du SCFP Ontario, les conseils syndicaux, d'autres syndicats et les alliés communautaires. Nous ferons connaître d'autres stratégies fructueuses de campagne de grève, notamment des tactiques numériques, l'approfondissement de nos liens communautaires, les efforts de réglementation et la défense des services que nous fournissons. Il est possible de promouvoir ceci lors d'événements du SCFP Ontario, comme la Conférence sur l'action politique ou d'autres activités, comme une conférence sur les mesures de grève.

16. Travaillera avec le SCFP National pour intégrer les plans de recrutement de nouveaux membres. Faire grandir notre syndicat est une composante clé dans la lutte contre les concessions et le développement du pouvoir de négociation. Nous ferons grandir la densité syndicale du SCFP en nous concentrant sur les travailleurs précaires et nous recruterons à travers tous les milieux de travail pour élargir la portée des unités de négociations. Nous exigerons l'appui complet des plans de recrutement sectoriels qui

améliorent notre capacité de garantir des services publics de qualité, renforcent notre syndicat et feront des suivis si nous ne réussissons pas à garder notre travail à l'interne.

17. Encouragera le SCFP National à augmenter les effectifs afin de s'assurer que les sections locales ont accès à un nombre stable et constant de représentants salariés au National. Nos représentants devraient travailler de concert avec leurs sections locales pour accroître la capacité des représentants élus et des membres. Cela enverra un message fort aux employeurs : nos sections locales disposent des ressources suffisantes pendant les négociations.

Lutte contre la privatisation

18. Le rôle principal du gouvernement est de maintenir un secteur public solide qui peut fournir l'infrastructure physique et sociale de qualité pour tous de façon durable, équitable et avec l'imputabilité démocratique. Comme résultat de ses pertes lors de la crise financière de 2008, les consultants du secteur privé, comme KPMG et Deloitte, ont continué à lancer des campagnes agressives de marketing de « solutions » pour fournir cette infrastructure collective. Ces méthodes ont une multitude de différents termes : la privatisation en vrac, la vente d'actifs du public, les partenariats public-privé (PPP), le désinvestissement municipal vers la livraison par des organismes à but non lucratif, des demandes accrues et des « études » exigeant la sous-traitance de notre travail, les services partagés, la mise en exploitation, la diversification des modes de financement et d'approvisionnement (DMFA), ainsi que les contrats d'impact social (CIS).

19. Prétendre que le gouvernement a besoin de l'aide du secteur privé pour bâtir son infrastructure et administrer ses programmes est fallacieux dans le meilleur des cas et corrompu dans le pire des cas. C'est un transfert des richesses du public aux poches de la classe milliardaire et leurs acolytes. Il est évident que la privatisation est guidée uniquement par les profits et aboutit dans des blocages des salaires et des avantages sociaux des travailleurs, la réduction de la qualité des services, la perte d'accès équitable aux services et des impacts nocifs à l'environnement.

20. La vente d'Hydro One en Ontario est la plus grande privatisation dans l'histoire du pays et le SCFP Ontario a travaillé avec ses alliés pour bâtir et amplifier une opposition durable à travers la province. Ce combat et la poursuite de notre syndicat contre la première ministre provinciale et les ministres des Finances et de l'Énergie, ont aidé à rehausser notre profil en tant que syndicat qui défend les biens du public et maintient une opposition de principe à la privatisation.

21. Comme résultat de ce travail de notre part et de la part de nos alliés, Wynne et ses conseillers essayent frénétiquement de répondre au plan de rabais peu judicieux qui n'a

pas engendré beaucoup de soutien. Seulement 12 % des Ontariens approuvent le travail de la première ministre provinciale Wynne, ce qui est historiquement bas pour un premier ministre provincial au Canada. Une partie importante de son échec est liée à la privatisation des services d'électricité, une initiative que nous avons rehaussée à maintes reprises dans les communautés à travers l'Ontario avec la mobilisation populaire, les manifestations, les colloques, du porte-à-porte, la distribution de circulaires et les publicités au niveau local.

22. Un autre aspect de la privatisation des services d'électricité a pris place dans les municipalités avec la vente d'entreprises locales de distribution (ELD). Le SCFP Ontario et ses partenaires de coalitions ont appuyé des campagnes, notamment à Toronto, Peterborough, Guelph, et Wasaga Beach, pour garder les services d'électricité locaux dans les mains du public. Bien que certaines de ces batailles continuent et nous n'avons pas gagné à chaque fois que nous avons dressé une campagne, il n'y a aucun doute que le travail du SCFP Ontario avec d'autres a garanti que - pour l'instant - les services d'électricité à Toronto et à Guelph resteront dans les mains du public.

23. Les plans de privatisation de Toronto ont tendance à servir de modèles pour d'autres employeurs municipaux. Le travail de coalition des sections locales du SCFP et ses alliés a aidé à transformer le soutien des conseillers municipaux de Toronto et inverser la position originale du maire Tory, gardant Toronto Hydro, Solid Waste Collection et Toronto Parking Authority publics. Cette riposte contre le programme de privatisation de Tory renforce les services publics et aide à solidifier le pouvoir syndical à Toronto et peut servir de modèle pour d'autres municipalités.

24. Notre syndicat continue à lutter dans plusieurs communautés, comme à Windsor, contre la sous-traitance des concierges dans les soins de longue durée municipaux, ou comme à Sudbury, contre une proposition de sous-traiter les services de buanderie, pour en nommer quelques-uns. Nous avons réussi notre campagne à North Bay avec la Coalition ontarienne de la santé pour s'assurer que Cassellholme demeure un foyer de soins de longue durée municipal dans cette communauté.

25. Les coupures budgétaires et le sous-financement systémique continuent à accélérer ou à préparer le terrain pour la privatisation dans tous les secteurs du SCFP. Au SCFP Ontario, nous savons que cette tendance continue vers la privatisation a des impacts disproportionnés sur les travailleurs à la recherche de l'égalité dans notre syndicat et à travers nos collectivités. Nos membres entreprennent des actions pour lutter en faveur d'augmentations véritables du financement aux hôpitaux, agences de services sociaux, services municipaux, universités, ainsi qu’aux écoles, comme partie de notre plan pour lutter contre la privatisation des services dont nous dépendons tous.

Le SCFP Ontario :

26. Continuera à dresser une campagne contre la privatisation des services d'électricité avant les élections provinciales de 2018. Avec notre campagne, poursuite et mobilisation avant les élections, nous continuerons à mettre de la pression sur les libéraux de l'Ontario, de même que sur les municipalités par le biais de l'Association des municipalités de l'Ontario (AMO). Nous devons aussi nous assurer que le programme réel et le rôle des conservateurs de pousser pour la privatisation du système d'électricité ne sera jamais oublié.

27. Continuera à surveiller la vente potentielle d'autres ELD et travaillera avec des militants régionaux pour élaborer des campagnes avec des alliés en se fondant sur les modèles et les matériels existants.

28. Conformément aux dernières directives et résolutions en Ontario, appuiera les efforts de nationalisation pour contrôler les hauts placés de notre économie.

29. Bâtira sur le travail d'impartition du ramassage d'ordures et des services de traitement d'eau à Ottawa et à Port Moody, des services alimentaires à l'Université de Toronto, le sauvetage des soins de longue durée de Cassellholme à North Bay, ainsi que les efforts de remunicipalisation à Thunder Bay, l'appui de campagnes pour impartir tout le travail privatisé. Nous célébrerons des victoires et nous partagerons les stratégies et tactiques fructueuses.

30. Surveillera la promotion de tous les cadres de travail qui éliminent ou réduisent l'investissement du public dans des services publics et bâtira des campagnes pour s'y opposer de concert avec les alliés.

31. Travaillera avec nos secteurs pour établir un système de surveillance et luttera contre toute sous-traitance proposée ou planifiée des services fournis par nos membres, tandis que nous travaillons fort pour appuyer les efforts d'impartition des services qui furent perdus dans le passé à cause de la sous-traitance.

32. Continuera à appuyer toute autre forme de campagne contre la privatisation et de formation en recrutement organisée sous les directives des dirigeants des secteurs.

33. Continuera à appuyer et à plaider pour des ressources avec le SCFP National visant à promulguer les initiatives de recrutement de nouveaux membres rédigés par tous les secteurs en Ontario pour jouer un rôle clé dans l'offensive contre les menaces de privatisation. Ceci inclut des mesures pour améliorer et pour bâtir une culture de recrutement continue à travers le SCFP.

34. Continuera à créer le lien entre la privatisation et la pauvreté et à promouvoir les campagnes 15 $ et équité / Que ce soit juste comme partie de notre travail contre la

privatisation. Éliminer la capacité du secteur privé de sabrer drastiquement les salaires des travailleurs rendra la privatisation moins attirante à ceux qui sont seulement motivés par les profits.

Égalité fiscale, services publics et emplois de qualité

35. Beaucoup trop souvent, nous parlons d'impôts et de services publics comme de choses isolées, comme s'il s'agissait de deux éléments distincts et qu'il n'y avait aucune relation entre eux, au lieu de les jumeler naturellement. Ceux qui se trouvent à la droite politique ont l'intention de nous faire ignorer le point fondamental que les impôts payent pour les services publics. Les discussions sur les impôts ou sur les services de façon indépendante empirent le point de vue du public à ce sujet. À la place, nous devons rétablir que ce sont les deux côtés d'une même médaille et nous devons parler des impôts et des services publics simultanément. En collaboration avec nos alliés communautaires et d'autres syndicats, nous encouragerons le NPD Ontario (NPDO) à donner leur appui à un système fiscal juste.

36. Certains politiciens et commentateurs font exprès d'embrouiller la situation. L'extrême droite et ceux sur la rue Bay ont fait des campagnes pendant plus de 30 ans contre les impôts. Comme résultat, la croyance que « nous » payons trop d'impôts est partagée par un grand nombre de personnes dans la société. Évidemment, cette campagne continue contre les impôts ignore sans cesse complètement à quoi servent les impôts – à payer les services publics que nous utilisons tous et apprécions au quotidien. En tant que syndicat, nous comprenons que les réductions fiscales ont seulement servi à appuyer l'inégalité croissante dans nos communautés et ont abouti dans les banques et sociétés rentables qui payent les taux d'impôts les plus bas depuis les années 1930. Le filet de sécurité sociale et le plus grand ensemble de bénéfices que nous recevons tous lorsque nous en avons besoin sont réalisables grâce à un système d'impôts progressif et équitable. Nos opposants veulent nous faire oublier que nous utilisons *tous* les services publics, que ce soit directement ou indirectement.

37. La grande majorité de l'argent public est dépensée sur des choses que nous valorisons, comme les soins de santé, les services sociaux et l'éducation. La réduction des taux d'impôts veut dire qu'il y a moins de revenu, ce qui crée un problème structurel au moment de payer pour les services publics. Nous devons augmenter le revenu public pour payer et obtenir plus de services publics avec un système d'impôts équitable et progressif.

38. Les salariés à revenu élevé et les sociétés ont réussi à manipuler le système en leur faveur, donc ils ne doivent pas payer leur juste part. Avec une réduction fiscale massive, une augmentation des crédits d'impôts à la pièce et les diverses échappatoires, le système

fiscal est intrinsèquement injuste et doit absolument être restructuré. Bien que ces problèmes fondamentaux soient à la base des problèmes de revenu des gouvernements aux niveaux provincial et fédéral que nous devons continuer d'exprimer, nous ne pouvons nous arrêter là.

39. Nous devons mobiliser nos membres et leurs communautés pour faire des campagnes et mettre de la pression aux trois paliers de gouvernement pour des mesures fiscales progressives. Ceux qui ont les moyens de payer davantage et qui devraient payer plus d'impôts, comme les sociétés et les banques riches et rentables, doivent payer leur juste part. Mais au-delà de cette plaidoirie importante et essentielle, nous devons aider tous nos membres à se sentir fiers de payer des impôts. « Impôt » n'est pas un long mot. Nous devons nous efforcer de considérer les impôts que nous payons comme une forme de soins envers autrui dans une société fondée sur la solidarité. Ceci va directement à l'encontre d'une vision du monde individualiste alimentée par le capitalisme.

40. Selon l'économiste Hugh Mackenzie et le statisticien Richard Shillington, « pour la grande majorité de la population canadienne, les services publics sont, franchement, la meilleure affaire qu'elle va jamais obtenir. Une analyse des Canadiens faisant partie de ménages à revenu médian démontre que leurs bénéfices découlant des services publics s'élèvent à 41 000 $ — ce qui équivaut à environ 63 % de leur revenu total. »[1] L'augmentation d'impôts pour les salariés à revenu élevé et les sociétés aidera à augmenter les revenus des gouvernements et créera plus de ressources pour financer les services dont nous dépendons tous. Cependant, nous ne pouvons pas nous permettre de croire que les contributions que nous faisons tous ne sont pas d'une grande importance, car elles le sont. Le type de société pour lequel nous militons, que nous voulons tous pour nous-mêmes et nos enfants, avec des services publics améliorés, une propriété publique accrue, plus de soutien dans nos collectivités, exige un secteur public plus large. Ceci demandera une augmentation des dépenses et une plus grande contribution de la part de ceux qui ont les moyens de le faire.

41. Le gouvernement a récemment annoncé qu'il a équilibré son budget pour la première fois depuis la crise financière. En termes clairs, il a pu obtenir cet « équilibre » en incluant le revenu de la vente de 30 % d'Hydro One pour compenser pour leurs dépenses. Pire encore, depuis des années, le gouvernement libéral a fondé sa campagne sur le fait que l'Ontario obtient et dépense la plus petite somme d'argent par personne par rapport aux autres gouvernements au Canada. Cela exprime clairement que ce gouvernement est fier de ce fait plutôt que d'en avoir honte. Entre temps, les conservateurs sont passés de plaintes portant sur le déficit à des plaintes portant sur la dette et continuent à exiger des mesures d'austérité.

[1] Mackenzie, Hugh, et Richard Shillington. « Canada's Quiet Bargain: The benefits of public spending. » (2009).

42. Les mesures d'austérité sont accompagnées de coûts humains bien réels. Le sous-financement et le manque de personnel ont des effets dévastateurs énormes sur le public et ceux qui offrent ces services. Ceci est exactement l'opposé de la province que nous cherchons à obtenir et nous devons rehausser l'interconnexion entre les impôts, le financement du public, les emplois de qualité, la façon dont les réductions et l'austérité ont causé une violence accrue dans les communautés, domiciles et lieux de travail, ainsi que des normes décentes et leur application. L'austérité cause des dommages incalculables sur les générations futures. Malheureusement, ceci est ignoré par un gouvernement qui dresse sa campagne en se fondant sur un « budget équilibré » et veut absolument être réélu.

Le SCFP Ontario :

43. Exigera une augmentation de financement pour les services publics universels comme les soins de santé, tous les niveaux d'éducation, les services sociaux, l'infrastructure et les soins à l'enfance.

44. Continuera sa campagne de mise de pression sur le gouvernement pour augmenter les impôts aux sociétés, aux salariés à revenu élevé et d'autres qui ont les moyens de contribuer, pour qu'ils payent leur juste part d'impôts qui aident à financer les services publics universels.

45. Travaillera avec nos alliés, comme Canadiens pour une fiscalité équitable, pour stimuler des réformes fiscales qui favoriseront un système fiscal plus progressif, élargiront l'assiette fiscale, élimineront les crédits d'impôt à la pièce et fermeront les abris fiscaux et les échappatoires fiscales.

46. Exigera que tout coût supplémentaire à l'ensemble du secteur public associé à l'initiative de plafonnement et d'échanges comprenne un financement dédié distinct des salaires et d'autres formes de financement pour améliorer les services communautaires.

47. Continuera à mettre de la pression pour une réforme législative progressive avec la campagne « Que ce soit juste » et l'Examen portant sur l'évolution des milieux de travail. La *Loi sur les relations de travail* et la *Loi sur les normes d'emploi* doivent être mises à jour pour adresser les défis injustes qui ont compliqué la syndicalisation et ont mené à des augmentations en flèche des emplois précaires.

48. Continuera à travailler avec le SCFP National pour exiger du gouvernement libéral fédéral qu'il abandonne le projet de loi fédéral C-27, *Loi modifiant la Loi de 1985 sur les normes de prestation de pension*. Ce projet de loi permet aux employeurs réglementés par le fédéral de changer rétroactivement une promesse de régime de retraite à prestations déterminées en « prestations cibles » dépourvues de mesures sécuritaires en mettant de

la pression sur les travailleurs et les retraités pour abandonner les promesses de prestations déjà accumulées. Les Canadiens méritent une retraite en sécurité.

49. Travaillera avec nos secteurs pour développer des connaissances sur les régimes de retraite et des habiletés en plaidoirie auprès de nos membres avec des opportunités pédagogiques et des campagnes pour défendre les régimes de retraite à prestations déterminées, y compris la plaidoirie pour donner à plus de nos membres l'accès à un régime de retraite au lieu de travail.

50. Continuera à faire campagne pour permettre aux sections locales et au SCFP sous forme de parrainage général de négocier les régimes cas par cas en vue de l'accumulation des prestations par le biais de l'expansion du Régime de pension du Canada (RPC).

51. Continuera à travailler avec le SCFP National pour défendre les travailleurs contre toute entente commerciale mettant en péril des emplois de qualité et bien rémunérés, des conditions de travail équitables et des droits au travail collectifs.

52. À l'aide de son comité sur la santé et la sécurité et en travaillant avec ses secteurs, mettra sur pied une campagne de mobilisation de nos membres contre la violence accrue dans nos lieux de travail. Continuera à plaider pour des protections de travailleurs contre la violence au travail et les représailles injustes de l'employeur en réponse à la syndicalisation et l'exigence de justice au travail. Tous nos efforts doivent surtout se fonder sur la réalité que les femmes, les immigrants et les travailleurs racialisés sont surreprésentés dans plusieurs emplois où la violence a augmenté, et malheureusement, ceci devient un phénomène normalisé.

53. Développera un plan sur la façon de mieux lutter contre les répercussions négatives liées au virage technologique, comme la fragmentation des tâches, sur les emplois de nos membres.

Lutte contre la pauvreté et élever les attentes

54. Les syndicats ont historiquement joué un rôle important dans la réduction de la pauvreté. De nos jours, il y a une densité syndicale beaucoup plus faible dans le secteur privé, tout en conservant une densité syndicale bien plus élevée dans le secteur public et les changements démographiques chez les travailleurs veut dire que l'ensemble du secteur public joue un rôle encore plus important dans les efforts contre la pauvreté.

55. Dans notre syndicat, 68 % de nos membres sont des femmes et 15 % sont des travailleurs racialisés.[2] L'intersection de la marginalisation, les syndicats et la pauvreté veut dire que le SCFP Ontario et le secteur public en général peuvent parler de ces enjeux avec une perspective informée fondée sur les expériences de nos membres.

56. Ceci est non seulement la bonne mesure à prendre du point de vue moral et selon nos valeurs collectives, c'est aussi un objectif stratégique important pour créer un climat de négociation optimal. Lorsqu'il y a une hausse du plancher pour tous, nous créons des normes minimales solides pour des vies et une subsistance convenables. Ceci permet à nos membres de bâtir directement sur ces attentes minimales et de présenter des demandes équitables à la table de négociation et ailleurs. Voici comment nous bâtissons une société plus équitable pour nous-mêmes et autrui et comment nous pouvons rehausser les attentes.

57. Le statu quo d'intensification de la pauvreté et d'insécurité accrue veut dire que nos membres sont perçus comme étant « chanceux » par certains, parce qu'ils ont de bons emplois syndiqués, et ceci continuera à créer des divisions fondées sur les politiques et une course vers le bas.

58. La pauvreté n'est pas un principe naturel de la société. En fait, c'est le résultat de choix touchant les gens et les choses que l'on juge dignes d'attention. Des taux d'aide sociale faibles, un salaire minimum inadéquat et du travail précaire sont tous le résultat des choix effectués par les détenteurs de pouvoir. Leurs solutions 'faussement progressistes', comme le nouveau projet pilote sur le revenu de base, sont des tactiques de diversion. Présentement, nous avons un système qui peut fonctionner, mais malheureusement, il est très mal financé. Il n'y a aucun mystère en ce qui concerne un plan contre la pauvreté progressiste et fructueux. Ce plan inclut une infrastructure sociale solide et des normes minimales de subsistance.

Le SCFP Ontario :

59. Exigera au gouvernement d'arrêter les tactiques dilatoires de consultations interminables et à la place, de faire des suivis avec des actions significatives pour briser le cycle de la pauvreté.

60. Luttera contre la financiarisation et la commercialisation des programmes sociaux, de santé et pédagogiques. Demandera au gouvernement de réinvestir et de renforcer le réseau de soutiens publics et de rediriger les récompenses accordées aux sociétés et leurs actionnaires vers des programmes sociaux sous-financés.

[2] Sondage du *SCFP auprès des membres : Résultats pour l'égalité*. 2016. Web. Le 17 avril, 2017.

61. Continuera à travailler sur la campagne *Augmentons les taux*, y compris l'attribution de fonds à la campagne pour appuyer ses activités. Travaillera avec la Coalition anti-pauvreté de l'Ontario (OCAP) et d'autres alliés continueront le combat pour augmenter les taux d'aide sociale à des niveaux qui permettront de placer les gens au-dessus du seuil de la pauvreté.

62. Ripostera fortement contre le Projet pilote portant sur le revenu de base en Ontario qui fera très peu pour régler l'éventail de problèmes qui contribuent à la pauvreté. Ceci doit inclure l'éducation de nos membres et communautés sur les raisons pour lesquelles cette proposition rate sa cible et ne mettra pas fin à la pauvreté. À la place, le SCFP Ontario continuera à exiger des changements immédiats à l'aide sociale, y compris l'augmentation du montant des prestations, un financement accru pour les travailleurs sociaux de première ligne, l'augmentation des limites d'actifs et l'augmentation des exemptions sur le revenu gagné à 500 $.

63. Exigera du gouvernement qu'il prenne des mesures immédiates pour à l'égard de la crise de logement inabordable en Ontario et qu'il reconnaisse que le logement est un droit. Comme partie de ce travail, le SCFP Ontario continuera à organiser des campagnes avec les alliés comme l'OCAP pour obtenir des espaces supplémentaires dans les refuges et des logements de transition subventionnés pour fournir des mesures concrètes susceptibles de venir à bout de l'itinérance.

64. Continuera à mettre de l'emphase sur le fait qu'un plan contre la pauvreté efficace et général exigera un salaire minimum de 15 $ prenant effet immédiatement et des changements législatifs à la *Loi sur les normes d'emploi* (LNE) qui doivent comprendre un élargissement du congé de maladie payé à tous les travailleurs et un congé payé aux travailleurs victimes de violence domestique et sexuelle.

65. Nous continuerons à pousser ensemble pour un salaire de subsistance selon la famille et la communauté qui permet une qualité de vie convenable jusqu'à ce que le salaire minimum obligatoire prescrit par la loi atteigne un niveau adéquat.

66. Appuiera les travailleurs blessés lorsqu'ils sont forcés de vivre dans la pauvreté parce qu'on refuse de leur verser leurs prestations.

67. Continuera à travailler avec le SCFP National pour exiger du gouvernement fédéral qu'il établisse un Programme national de médicaments sur ordonnance offrant une couverture au premier dollar universelle et publique pour les médicaments essentiels selon une évaluation et une prescription fondées sur le formulaire national des médicaments, l'achat en vrac et des faits démontrés, et des contrôles plus rigoureux menés sur le plan de marketing des compagnies pharmaceutiques.

68. Étant donné les propositions concurrentes pour un programme d'assurance-médicaments pour l'Ontario, s'assurera que les membres du SCFP sont engagés lors des prochaines élections en Ontario sur des questions mettant fin à la pauvreté, y compris la création du programme de médicaments sur ordonnance le plus vaste et universel possible à la fin des prochaines élections.

Bâtir le pouvoir politique

69. Bâtir notre pouvoir inclut tout type d'action politique en plus des négociations collectives robustes. Nous devons lutter pour et avec les mouvements sociaux et le syndicalisme communautaire pour faire progresser les besoins collectifs.

70. Une des façons de s'engager dans les politiques au niveau syndical est en participant aux élections. Les prochaines élections provinciales auront lieu d'ici 12 mois et ce sera la 15ème année des libéraux de l'Ontario au pouvoir. Les dernières années d'austérité ont causé d'énormes dommages envers nos membres et nos communautés.

71. Il y a beaucoup d'indignation et de mépris envers le gouvernement Wynne à cause de la privatisation des services d'électricité, des coupures en soins de santé et des scandales portant sur les usines à gaz. Les résidents de l'Ontario ont souffert des effets négatifs des décisions corrompues et ineptes de la première ministre provinciale, sans tenir compte de l'éventail politique, ainsi qu'une division accrue entre les communautés rurales et urbaines. C'est le moment de canaliser cette dissidence frémissante dans un résultat électoral qui appuiera les intérêts de la classe ouvrière.

72. Le parti conservateur de l'Ontario, mené par Patrick Brown, n'est pas un ami de la classe ouvrière. Aux dernières élections, les conservateurs ont fait campagne pour éliminer 100 000 emplois du secteur public. Les conservateurs sont à l'origine de l'idée de vendre les services d'électricité et d'autres actifs publics, comme l'autoroute 407, et sont aussi les architectes des coupures profondes de l'aide sociale. Comme résultat, les Ontariens souffrent encore de ces initiatives aujourd'hui. Ils s'inquiètent des enjeux sur la rue Bay et non pas des problèmes importants de tous les jours, comme nos services et nos enjeux.

73. Le seul parti qui a présenté un programme progressiste est le NPD Ontario (NPDO). Nous devons les inciter à appuyer de manière plus empressée et claire notre vision de financement de services publics robustes et d'appui à un système fiscal progressif. De plus, nous devons exiger du NPDO qu'il favorise des mesures progressistes qui ciblent la classe corporative ainsi que des actions concrètes pour combattre la marée montante de racisme et de misogynie. Pour réaliser ces objectifs, le NPDO doit constituer des appuis dans toutes

les circonscriptions de notre province. Nous encouragerons le NPDO à élaborer une stratégie électorale plus complète et pour l'ensemble de la province.

74. Avec le développement de la participation électorale, nous devons continuer à travailler avec les membres ordinaires, les comités exécutifs de sections locales, les comités sectoriels, les conseils régionaux du SCFP et les alliés communautaires pour bâtir la capacité populaire de rendre le gouvernement élu imputable.

Le SCFP Ontario :

75. Mobilisera nos membres pour participer aux prochaines élections municipales et provinciales et commencera à préparer la participation des membres pour voter.

76. Continuera à coordonner la participation du SCFP lors des élections provinciales en se rajustant suite aux derniers changements des libéraux aux lois sur le financement des élections qui limitent les dépenses des syndicats.

77. Continuera à animer la formation en politiques et de militants aux événements du SCFP Ontario, y compris à notre conférence sur l'action politique.

78. Travaillera avec le SCFP National pour faire la promotion d'un programme axé sur la classe ouvrière lors des débats de la chefferie du NPD fédéral et les élections fédérales subséquentes.

79. Continuera à bâtir un syndicat participatif et inclusif en présentant notre syndicat à nos membres. La meilleure façon de faire participer plus de personnes, surtout celles faisant partie des groupes sous-représentés, est en les contactant en personne et en organisant des conversations individuelles. Ce que nous avons appelé « Tous debout pour l'équité » est tout simplement le recrutement interne à l'ancienne et c'est nécessaire aujourd'hui plus que jamais. Nous ferons connaître nos campagnes et stratégies fructueuses de recrutement entre membres.

80. Continuera à travailler avec les alliés pour organiser de plus en plus d'actions militantes. En ces temps extraordinaires, nous devons apprendre de notre histoire de mobilisation en masse et notre militantisme. Ceci veut dire que nous devons continuer à nous organiser et à nous mobiliser pour tout type d'action, pouvant aller jusqu'à une grève générale, en tant qu'outils pour montrer aux personnes de la rue Bay et celles des partis de droite que nous n'allons pas nous laisser faire s'ils continuent à prendre des décisions qui nuisent à nos collectivités, nos membres, nos familles et notre avenir.

Justice environnementale

Le SCFP Ontario :

81. Continuera à exiger la justice environnementale, y compris des mesures compréhensives et efficaces pour combattre les changements climatiques. Continuera de faire campagne contre la privatisation des biens publics, comme Hydro One, afin de s'assurer que la propriété publique peut continuer à servir de levier pour la justice environnementale.

82. Continuera à appuyer une juste transition qui exigera que tout travailleur employé dans des industries ayant un effet négatif sur les changements climatiques ait des ressources disponibles pour aider à faire la transition vers un emploi durable de qualité. Une transition juste permet aux travailleurs dans les industries affectées par les politiques en matière de changements climatiques d'avoir les ressources nécessaires pour trouver des emplois de qualité dans d'autres lieux de travail. Ceci inclut la redynamisation de notre travail selon nos anciennes exigences de travail menant au plein emploi.

83. Continuera à encourager nos secteurs à intégrer la justice environnementale dans tout leur travail. Nous devons mettre en lumière que les emplois écologiques sont des emplois du secteur public. Ces emplois ne produisent pas d'émissions de carbone et sont les emplois de l'avenir.

84. Continuera à travailler avec le Conseil autochtone pour exiger de la province qu'elle réponde à la campagne menée par la Première Nation Grassy Narrows pour l'assainissement immédiat de la rivière.

85. Continuera à travailler avec le Conseil autochtone et les alliés autochtones pour faire campagne contre l'extraction de ressources motivée par la cupidité corporative.

86. Continuera à appuyer les mouvements de résistance contre les pipelines dirigés par les Autochtones et s'opposera à l'extraction de ressources des sociétés, car c'est une forme de violence coloniale.

87. Continuera le travail de notre groupe de travail sur l'environnement pendant une année supplémentaire. Ce groupe agira comme point central pour les revendications environnementales du SCFP Ontario et continuera à mettre en œuvre le bond vers l'avant que le SCFP Ontario a adopté lors de son congrès en 2016.

88. En se fondant sur le modèle de recrutement d'un membre à l'autre Tous debout pour l'équité, appliquera les connaissances et les expériences de travail de ses membres pour établir le profil et faire la promotion des emplois écologiques que nous accomplissons.

89. Participera de manière active à la littérature scientifique sur les effets de l'agriculture animale industrialisée sur les changements climatiques et la dégradation environnementale, et s'engagera à se tourner vers une consommation socialement et écologiquement viable.

Lutter pour l'égalité

Le SCFP Ontario :

90. Maintiendra son opposition aux effets disproportionnés de la privatisation et du sous-financement des services publics sur les travailleurs noirs, autochtones, de couleur, LGBTQ, avec un handicap, les jeunes et les femmes faisant face à des problèmes d'égalité entrecroisés par le biais de politiques, de pratiques et de recrutement politique.

91. Continuera à bâtir sur l'élargissement démocratique des postes pour l'égalité du conseil exécutif du SCFP Ontario et améliorera la participation syndicale de tous les membres en éliminant les obstacles et en luttant contre le racisme, le sexisme, discrimination fondée sur la capacité physique, l'homophobie et la transphobie à tous les niveaux du SCFP, dans nos lieux de travail et dans nos communautés.

92. Continuera à travailler avec nos alliés comme Black Lives Matter et No One Is Illegal pour demander aux niveaux appropriés du gouvernement de créer des politiques pour des villes sanctuaires et des provinces sanctuaires pour que tous les individus non documentés, migrants et réfugiés puissent obtenir l'accès à tous les services publics sans crainte de représailles.

93. Continuera à travailler avec nos alliés pour mettre fin à l'impérialisme frontalier et créer des liens entre les problèmes de la classe ouvrière et la migration causée par l'impérialisme, la violence fondée sur la guerre et la dégradation environnementale dans le sud global. Appuiera ses sections locales dans l'obtention d'un recrutement plus engagé contre la guerre de sorte que nous puissions, ensemble et avec nos alliées à l'échelle mondiale, contribuer à faire revivre un mouvement fort contre la guerre.

94. Participera à des mouvements en masse qui appuient des discours publics féministes et antiracistes avant les élections provinciales de 2018 et discréditera la xénophobie, le néofascisme, la suprématie des Blancs, l'islamophobie et l'antisémitisme dans notre culture politique.

95. Demeurera solidaire avec les musulmans et tous ceux qui font face à la violence dans nos communautés et s'assurera que toutes les institutions publiques s'engagent à fournir un environnement sécuritaire libre de toute forme de discrimination et de violence pour tous les utilisateurs et fournisseurs de services publics.

96. Exprimera sa solidarité avec les communautés autochtones luttant contre la violence colonialiste et les traumatismes communautaires sur plusieurs générations causés par les pensionnats, le manque continu de soutien social et même des services publics les plus fondamentaux pour les communautés autochtones, y compris l'accès à l'eau potable, et le racisme systémique fondamental qui imprègne toutes les institutions sociales et politiques.

97. Continuera à appuyer et à intégrer les 94 appels à l'action de la Commission de vérité et de réconciliation par intermédiaire du Conseil autochtone.

98. Se fondera sur le travail du Conseil autochtone pour exiger une enquête publique pour les filles, femmes, et bi-spirituelles disparues et assassinées en garantissant l'imputabilité politique et une sensibilisation accrue des enjeux sociaux et économiques auxquels les femmes autochtones ont fait face.

99. Continuera à exprimer sa solidarité envers le mouvement Black Lives Matter et mettra en lumière le racisme et la violence contre les noirs, y compris les demandes aléatoires de pièces d'identité de la police.

100. Mettra de la pression sur le gouvernement provincial pour obtenir du financement approprié pour la Direction générale de l'action contre le racisme de l'Ontario.

101. Continuera à appuyer le projet de loi 26, la *Loi sur le congé et les mesures d'accommodement pour les victimes de violence familiale ou sexuelle et la formation dans le lieu de travail* pour donner aux survivants jusqu'à 10 jours de congés payés - ou plus, si requis - lorsqu'ils sont victimes de violence sexuelle, ainsi que pour créer une formation au travail obligatoire sur la violence familiale ou sexuelle. Si le projet de loi n'est pas promulgué, le SCFP Ontario continuera à bâtir sur cette plaidoirie et mettra de la pression sur tous les paliers gouvernementaux pour mettre ces dispositions en place.

102. Encouragera les sections locales du SCFP à négocier les dispositions ci-dessus, établies dans le projet de loi 26, dans nos conventions collectives.

103. Travaillera avec le développement syndical à l’élaboration d’un module de formation sur la violence sexuelle en tant qu'enjeu syndical, qui peut être offert lors d'événements du SCFP et disponible aux membres du SCFP dans leurs propres sections locales.

104. Appuiera le travail du groupe de travail sur les politiques d'agression sexuelle du SCFP Ontario pour fournir du soutien aux sections locales, notamment des boîtes à outils d'information et des modèles pour des processus alternatifs axés sur les survivants pour chercher des réparations à la violence sexuelle dans les espaces syndicaux si les survivants choisissent de ne pas aller à la police.

105. Exigera la fin de la violence contre les femmes trans, noires et d'autres travailleurs LGBTQ+ racialisés qui font face à la violence dans leurs communautés et au travail.

106. Continuera à bâtir sur ses efforts en vue d'élargir la participation des membres du SCFP dans des événements Fierté pour les lesbiennes, gays, bisexuels, transsexuels et queer (LGBTQ) à travers la province et élargira le rôle du mouvement syndical pour lutter pour les droits LGBTQ.

107. Continuera à appuyer le comité sur la justice raciale dans leur travail de sensibilisation communautaire avec Carnival et d'autres événements semblables, ainsi que le travail dans des coalitions avec d'autres groupes communautaires et culturels pour promouvoir la justice raciale dans les milieux de travail et les communautés.

108. Continuera à faire campagne par l'intermédiaire du comité des travailleurs ayant un handicap pour poursuivre la formation à l'interne sur les enjeux liés aux invalidités et insistera pour obtenir des cadres de travail sur l'accessibilité et le soutien juridique.

109. Continuera à travailler à travers tous les niveaux de notre syndicat, ainsi qu'avec des alliés de la Coalition sur l'équité salariale, pour aborder la question de l'écart salarial entre les sexes, en comprenant les expériences marginalisées et croisées des femmes autochtones, noires, racialisées et LGBTQ.

110. Continuera à travailler à travers tous les niveaux de notre syndicat, ainsi qu'avec des alliés à la Coalition ontarienne pour l'amélioration des services de garde d'enfants, pour faire campagne pour des garderies publiques et universelles qui incluent une échelle tarifaire selon l'accessibilité financière; le travail décent pour les éducateurs; et de limiter le nombre de garderies à but lucratif.

111. Fera campagne pour éliminer la « pénalité des soins » imposée sur les travailleurs fournissant des services humains de première ligne. Exigera des gouvernements qu'ils développent des initiatives concrètes pour mettre fin à la dévaluation du travail axé sur les soins.

112. Continuera à travailler avec l'Alliance des travailleurs migrants pour le changement, le Centre d'action des soignants et d'autres alliés, par l'intermédiaire du Comité de la solidarité internationale et le Comité sur la justice raciale, pour mettre fin aux limites arbitraires sur les travailleurs migrants et exiger le plein statut pour habiter et travailler au Canada.

113. Continuera à appuyer le combat des travailleurs dans l'industrie du sexe pour des droits de de la personne et du travail, condamnera la criminalisation des travailleurs dans l'industrie du sexe et appuiera leurs organisations de travail et programmes de réduction des dangers.

114. Continuera à encourager le SCFP National de renforcer l'équité d'emploi et la représentation de notre diversité de membres, y compris les travailleurs autochtones, dans l'embauche et la promotion à l'interne au SCFP.

115. Continuera à demander aux employeurs et au gouvernement de l'Ontario de fournir des toilettes inclusives des sexes dans les espaces et milieux de travail publics;

116. Continuera à travailler avec le comité Triangle rose pour plaider pour des programmes de formation plus généraux et plus inclusifs en éducation sexuelle, avec une attention particulière mise sur l'éducation axée sur les familles non traditionnelles, les relations non traditionnelles et les identités sexuelles non traditionnelles.

117. Travaillera avec le SCFP National à la création et la mise en œuvre d'un plan pour la formation et le soutien des membres recherchant l'équité pour se greffer à l'effectif. Passera en revue les critères d'embauche à travers la lentille de l'équité, de l'anti-oppression et de l'inclusion. Ceci reconnait que les personnes à la recherche d'équité sont souvent surreprésentées dans des emplois précaires qui les empêchent d'obtenir des occasions de perfectionnement.

118. Modifiera les lignes directrices connexes à l'aide locale lors des conférences sectorielles aux termes de la disposition sur l'aide financière en supprimant la deuxième phrase. « L'aide ne sera pas disponible si la section locale désigne un représentant. »*

    **Le conseil d'administration révisera la politique en vue de fournir des éclaircissements sur ce point pour s'assurer que cela s'applique aux sections locales qui envoient au plus deux représentants.*

Soins à domicile

Avec le leadership du Conseil des syndicats hospitaliers de l'Ontario (CSHO) et du comité de coordination des travailleuses et travailleurs en soins de santé (CCTTSS), **le SCFP Ontario** :

119. Continuera à travailler avec les alliés comme la Coalition ontarienne de la santé (COS), les organismes communautaires régionaux, les groupes constitutifs clés et d'autres syndicats pour mettre en lumière les dommages d'un système de soins de santé hétéroclite, sous-financé et privatisé rapidement et pour démontrer qu'il y a une demande pour un système public financé adéquatement.

120. Répondra à la restructuration importante de soins de santé en Ontario, y compris les changements aux Centres d'accès aux soins communautaires (CASC) et les réseaux locaux d'intégration de soins de santé (RLISS), avec la stratégie « Priorité aux patients » du Ministère de la santé.

121. Exigera des emplois à temps plein, un revenu équitable, des avantages sociaux, des régimes de retraite et des conditions de travail équitables pour les préposés aux services de soutien pour les soins à domicile, un groupe de travailleurs de première ligne exploités qui sont souvent des femmes de couleur immigrantes travaillant dans des conditions précaires et stressantes.

122. Publiera un rapport sur l'expérience des préposés aux services de soutien pour les soins à domicile et ceux qui reçoivent les soins dans la communauté et effectuera une tournée médiatique avec des experts dans le but de mettre de la pression sur la province pour établir des heures de travail garanties.

123. Défendra les intérêts de nos membres travaillant dans les centres d'accès aux soins communautaires, où la restructuration prend place, avec une campagne publique et la mobilisation interne.

Hôpitaux

Avec le leadership du Conseil des syndicats hospitaliers de l'Ontario (CSHO) et du Comité de coordination des travailleuses et travailleurs des soins de santé (CCTTSS), **le SCFP Ontario** :

124. Remplira et enverra deux autobus aux rassemblements le 8 juin à Sudbury et le 27 octobre à Ottawa organisés par le CSHO pour mettre de la pression sur le gouvernement pour augmenter le financement aux hôpitaux et aux soins de longue durée.

125. Appuiera la demande du CSHO exigeant que toutes les installations de soins de santé soient financées conformément aux augmentations réelles des coûts, qui doivent inclure l'impact d'une population vieillissante, d'une population croissante, de l'inflation médicale et son utilisation (médicaments, technologies médicales, etc.).

126. Appuiera la campagne du CSHO et du CCTTSS pour mettre fin à la violence contre le personnel des soins de santé, y compris les demandes d'augmentation du financement et de la dotation dans les hôpitaux et soins de longue durée en Ontario pour qu'elles correspondent à la moyenne canadienne.

127. Appuiera l'amendement du CSHO au code criminel fédéral pour criminaliser la violence contre les travailleurs en soins de santé, tel qu'adopté récemment par l'état de New York.

128. Appuiera les travailleurs en soins de santé pour obtenir les mêmes droits de refuser le travail dangereux que d'autres travailleurs du secteur public.

129. Appuiera la demande de rémunérations et paiements adéquats pour les services de santé et psychologiques pour les travailleurs qui sont victimes de violence.

Soins de longue durée

Avec le leadership du Conseil des syndicats hospitaliers de l'Ontario (CSHO) et du Comité de coordination des travailleuses et travailleurs des soins de santé (CCTTSS), **le SCFP Ontario** :

130. Exigera que le gouvernement libéral prenne des mesures à l'égard de la violence accrue entre résidents dans les foyers de soins à longue durée et fournira les soins que les aînés méritent en promulguant le « *Loi sur le temps alloué aux soins* » (projet de loi 33), qui prescrit une norme de soins pratiques de 4 heures par jour pour les résidents des soins de longue durée. Il doit urgemment y avoir plus de personnel de première ligne dans les installations de soins de longue durée.

131. Continuera à bâtir et à faire progresser la campagne Le temps pour soigner du CCTTSS en publiant un rapport qui sera distribué aux communautés à travers l'Ontario démontrant comment le sous-financement des soins de longue durée blesse les résidents dans nos installations.

132. Organisera des colloques dans les communautés et des rassemblements en face des installations de soins de longue durée pour appuyer cette campagne.

133. Travaillera avec l'Université de Stirling pour administrer des groupes témoins de membres sur la violence dans les soins de longue durée et aidera à publier l'étude en printemps 2018.

134. Organisera une mise de pression à Queen's Park pour appuyer le projet de loi, *Loi sur le temps alloué aux soins*.

135. Analysera les changements effectués par la province au système de classification de résidents et leur impact sur les charges de travail et les soins des résidents.

Bibliothèques

Le SCFP Ontario :

136. Continuera à faire campagne pour le développement d'habiletés à l'interne, la participation des membres, la coordination accrue et une plus grande solidarité parmi les bibliothécaires pour lutter contre l'augmentation d'emplois précaires et à temps partiel, sans avantages sociaux ou régimes de retraite, dans ce sous-secteur.

137. Continuera à appuyer les bibliothécaires en grève, les bibliothécaires qui viennent de se syndiquer avec le SCFP et bâtira des réseaux de solidarité à travers la province.

138. Continuera à pousser la campagne de cartes postales des bibliothécaires pour rehausser le profil des bibliothécaires avec des actions communautaires visibles et positives dans le but de mettre de la pression sur les politiciens municipaux pour investir dans des bibliothèques en tant qu'institutions de développement communautaire à travers l'Ontario.

139. Continuera à surveiller et à répondre à la privatisation potentielle ou d'autres menaces, comme les bibliothèques sans personnel, qui nuiront aux services et emplois de qualité.

Municipalités

Avec le leadership du Comité de coordination des employeurs municipaux de l'Ontario (CCEMO), **le SCFP Ontario :**

140. Continuera à engager les sections locales municipales dans la lutte contre la privatisation des services d'électricité aux niveaux provincial et municipal.

141. Appuiera les opportunités d'apprentissage supplémentaires pour les travailleurs des municipalités et les alliés pour appuyer la création d'outils de revenu progressistes pour maintenir et améliorer les services publics et les emplois de qualité.

142. Renforcera la présence du CCEMO au niveau régional en développant des réseaux régionaux qui peuvent se rencontrer régulièrement et travailler en concert pour créer une surveillance de conseils, participer aux élections municipales en 2018, répondre à la privatisation et aux menaces de négociation de concessions.

143. Continuera à bâtir sur le succès de la campagne de Cassellholme par intermédiaire du CCEMO et du CCTTSS pour empêcher les désinvestissements municipaux des installations de soins de longue durée.

144. Continuera à bâtir sur le succès lorsqu'on a ramené les services municipaux sous-traités dans le passé et défendra les efforts supplémentaires de remunicipalisation en utilisant des modèles utilisés fructueusement par nos sections locales.

Services ambulanciers

Le SCFP Ontario :

145. Bâtira sur la campagne de sensibilisation interne du comité des ambulanciers du SCFP Ontario (CASO) avec des dépliants, une vidéo de campagne et des communiqués de presse pour mettre en lumière les services d'urgence qui sauvent des vies offerts par les ambulanciers et les agents des communications en tant que professionnels formés spécifiquement en soins de santé en cas d'urgence.

146. Continuera à travailler avec les alliés comme le SEFPO pour mettre de la pression sur le gouvernement et faire campagne pour la sécurité du public et les soins d'urgence provenant des travailleurs des services ambulanciers formés adéquatement et arrêtera l'incursion de l'Association de pompiers professionnels de l'Ontario (OPFFA) dans les services paramédicaux.

147. S'assurera que les niveaux de gouvernement provincial et municipal appuient l'élargissement des programmes ambulanciers qui ont démontré des résultats et incité le soutien du public.

148. Continuera à s'opposer à un ordre de règlementation pour les ambulanciers.

Santé publique

Avec le leadership du Comité de coordination des employeurs municipaux de l'Ontario (CCEMO) et du Comité de coordination des travailleuses et travailleurs des soins de santé (CCTTSS), **le SCFP Ontario** :

149. Bâtira sur les forums de soins de santé publics antérieurs organisés conjointement par le CCTTSS et le CCEMO, renforcera notre groupe de travail sur les soins de santé publics pour mobiliser le sous-financement des unités de soins de santé publics en Ontario.

150. Débutera une campagne publique et une mobilisation à l'interne pour donner une sensibilisation sur l'importance des soins de santé fondés sur la prévention et les programmes et services essentiels offerts dans nos communautés par les travailleurs en soins de santé publics de première ligne.

Conseils scolaires

Avec le leadership du Comité de coordination des conseils scolaires de l'Ontario (CCCSO), **le SCFP Ontario :**

151. Continuera à donner de la sensibilisation communautaire sur l'importance essentielle du travail de nos membres et bâtira des alliés communautaires pour obtenir du soutien lors des négociations.

152. S’appuiera sur notre collaboration avec les alliés communautaires pour lutter contre la fermeture d'écoles et continuera à bâtir sur le concept d'écoles jouant le rôle de carrefours communautaires. Travaillera de concert avec Développement syndical et SCFP National à l’expansion de l’éducation syndicale afin de donner de façon proactive aux sections locales la capacité de réagir promptement aux fermetures.

153. Exposera les lacunes dans la formule de financement et mettra de la pression sur les alliés pour un examen complet et public du financement de l'éducation.

154. Continuera à lutter agressivement contre toute tentative de sous-traitance du travail de nos membres.

155. Continuera à plaider pour financer le travail de nos membres lors des consultations et planifications budgétaires du gouvernement.

156. Coordonnera des activités des membres pour maximiser nos efforts et mobilisera les membres pour s'engager dans des activités locales planifiées.

157. Continuera à mettre de la pression sur le SCFP National pour du financement continu lors des négociations provinciales.

158. Luttera pour des améliorations au processus de négociation central qui maximisera notre pouvoir de négociation.

159. Continuera à mettre le problème de la violence dans les milieux de travail en vedette, dans le but de l'éliminer, et fournira un modèle aux membres pour la déclaration de violence ne se limitant pas aux absences résultant de blessures.

160. Mettra de la pression sur le gouvernement fédéral pour régler l'assurance emploi des travailleurs des conseils scolaires.

161. Formera les recruteurs de membres par l’intermédiaire du SCFP National pour aider à recruter les travailleurs non syndiqués dans le système scolaire.

Services sociaux

Avec le leadership du Comité de coordination des travailleurs en services sociaux (CCTSS) **le SCFP Ontario :**

162. Bâtira sur le militantisme de première ligne des sections locales des services sociaux du SCFP dans les 12 derniers mois pour lutter contre les coupures, les fermetures de programmes, l'augmentation des charges de travail affectant la prestation de services et les longues listes d'attente pour les soutiens en services sociaux.

163. De concert avec les alliés, continuera à surveiller les changements législatifs généraux, l'accréditation et la règlementation, les projets pilotes, l'augmentation de la violence au milieu de travail et les nouvelles technologies introduites rapidement et les effets complexes de tous ces changements sur les utilisateurs de nos services de même que les membres dans les cinq sous-secteurs des services sociaux.

164. Continuera à faire campagne pour combler l'écart salarial entre les sexes, surtout puisque la majorité des membres représentés par le CCTSS sont des femmes avec des emplois précaires et mal rémunérés.

165. Continuera à travailler avec la coalition sur l'équité salariale (EPC) de l'Ontario et d'autres alliés syndicaux pour éliminer l'écart salarial entre les sexes en participant aux consultations sur l'écart salarial entre les sexes; encouragera la participation des sections locales et des membres à la journée d'équité salariale; et mettra de la pression pour une source de financement dévouée aux ajustements à l'équité salariale des travailleurs du secteur public.

166. S'engagera dans des actions politiques coordonnées et la croissance d'actions politiques à travers les secteurs qui mettront de la pression sur les gouvernements provincial, fédéral et municipal pour accroître le financement lié à l'expansion des services sociaux publics, introduire des formules de financement équitables et mettre en place des recommandations clés en utilisant les rapports d'enquêtes et des vérificateurs.

167. Continuera à rehausser comment l'Ontario fournit moins de financement par personne pour tous les programmes et services par rapport à toute autre province.

168. Solidifiera les relations avec les sections locales et les membres avec de la sensibilisation qui inclut de meilleures opportunités de planification conjointe et en formant des stratégies avec des conférences téléphoniques à travers les secteurs et des rencontres individuelles.

169. Continuera à défendre et à plaider pour les services et droits des travailleurs et des syndicats avec des campagnes provinciales locales et coordonnées qui engagent, forment et développent les membres du SCFP et des alliés pour l'action politique.

170. Continuera à appuyer la participation à des groupes de travail du Ministère et des associations d'employeurs pour inclure la voix des travailleurs dans les discussions pour adresser les problèmes systémiques dans le but de la mise en œuvre générale.

171. Continuera à appuyer les comités d'égalité du SCFP Ontario et intègrera leur travail avec les plans de travail et événements du CCTSS, y compris le conseil des autochtones du SCFP Ontario et les comités des travailleurs blessés et de santé et sécurité au travail.

Universités

Avec le leadership du Comité de coordination des travailleurs universitaires de l'Ontario (CCTUO), **le SCFP Ontario :**

172. Coordonnera des négociations pour assurer une date d'échéance en 2019 pour les conventions collectives du secteur.

173. Développera des outils de sensibilisation pour des actions de solidarité pour les sections locales en grève/lockout.

174. Créera des ressources pour appuyer les négociations coordonnées, y compris une carte des dates d'échéance des conventions collectives et des clauses de normatif commun.

175. Continuera à développer les bases de données qui incluent le représentant, l’endroit et le moment où les sections locales doivent négocier pour mieux coordonner le soutien.

176. Renforcera et appuiera la création d'alliances à travers les campus. Développera des modèles et distribuera du matériel développé au niveau local.

177. Développera du matériel pédagogique pour les membres sur les changements au financement des ESP et les impacts sur les conditions de travail.

178. Fera campagne sur les changements requis aux ententes de mandats stratégiques.

179. Continuera à travailler avec la Fédération canadienne des étudiantes et des étudiants (FCÉÉ) et l'Union des associations des professeurs et universités de l'Ontario (UAPUO) pour dresser des campagnes communes sur les priorités du modèle de financement à l'aide de la coalition ontarienne des universités et collèges (OUCC).

180. Développera une campagne avec les organismes communautaires autochtones sur l'embauche et la main d'œuvre représentatives sur les campus.

181. Créera du normatif pour étudier la composition de la main d'œuvre pour les négociations coordonnées.

182. Bâtira du soutien et des stratégies pour promulguer l'éducation obligatoire sur l'histoire canadienne portant sur les peuples autochtones à toutes les universités publiques en Ontario.

183. Travaillera avec le comité de santé et sécurité pour adresser les problèmes dans la loi actuelle, travaillera avec les alliances à travers les campus pour regrouper et centraliser les politiques des universités et développer du matériel pour naviguer et améliorer les politiques de campus pour empêcher la violence sexuelle.

184. Renforcera les régimes de pensions en continuant la campagne pour élargir le RPC, agrandir la couverture de régimes de retraite aux milieux de travail et défendre les régimes de retraite à prestations déterminées.

185. Continuera à coordonner et à fournir du leadership pour protéger les intérêts des membres du SCFP dans le développement d'un régime de pension conjoint à travers la province pour le secteur universitaire.

186. Travaillera avec les députés provinciaux Fife et Sattler et le NPDO pour faire la promotion de la pétition pour changer les lois sur les milieux de travail et pour protéger les travailleurs précaires.

187. Élaborera des stratégies de négociations à l’échelle provinciale qui comprennent des tactiques, comme des grèves sectorielles.

SEPB343

CONGRÈS DU SCFP-ONTARIO DE 2017

CUPE SCFP Ontario